

Faut-il soutenir la consommation des ménages ?

■ La consommation des ménages a augmenté de 4% au premier trimestre et aurait surtout profité aux produits locaux.

■ Son rythme de progression est toutefois en deçà de sa tendance historique.

■ Dilemme : la soutenir fragiliserait les équilibres macroéconomiques, la contenir briderait la croissance économique.

La consommation des ménages au premier trimestre 2017 a augmenté de façon relativement soutenue : 4% au lieu de 3,1% au même trimestre de 2016. Intéressant à noter : cette hausse, comme l'explique le HCP, aurait profité aux produits locaux plus qu'aux importations. Les derniers chiffres, encore préliminaires, des échanges extérieurs sur le premier trimestre 2017, publiés par l'Office des changes, montrent en effet que les importations de produits finis de consommation ont quasiment stagné (+0,5%) à leur niveau du même trimestre de 2016. Les importations de produits alimentaires ont, elles, carrément baissé (-2%). Les crédits à la consommation ont, entre autres, soutenu cette hausse de la consommation. Les statistiques de Bank Al-Maghrib (BAM) indiquent en effet que ces crédits ont

Net ralentissement depuis 2008

Evolution de la consommation des ménages en termes réels (En %)



augmenté de 4,4%, à 49,4 milliards de DH, en glissement annuel, sur les trois premiers mois de 2017.

On s'en doute bien, si les ménages ont surtout consommé «local», c'est parce que cette année la conjoncture s'annonce plutôt bonne, favorisée par une excellente production agricole. Il est significatif à cet égard que l'inflation alimentaire, qui constitue ordinairement l'essentiel de l'inflation globale, a été inférieure à 1% en glissement annuel, au premier trimestre. Pour le seul mois de mars, elle a même baissé de 1,4% par rapport au mois précédent et de 1,7% par rapport à février 2016. Pour sa part, l'inflation non alimentaire, bien qu'enregistrant une hausse de 1,7%, tirée par les postes «transport», «restaurants et hôtels» et «l'enseignement», reste assez modérée sur de nombreuses autres dépenses, voire carrément né-

JUSQUE-LÀ, MALGRÉ L'AMÉLIORATION DES EXPORTATIONS, C'EST SURTOUT GRÂCE À LA BAISSÉ DES PRIX DE CERTAINS PRODUITS IMPORTÉS ET AU FLÉCHISSEMENT DE LA DEMANDE INTÉRIEURE QUE L'ÉQUILIBRE EST OBTENU

gative, comme pour les communications par exemple. De sorte que l'inflation globale, encore largement dominée par l'alimentaire - dont le coefficient budgétaire est supérieur à 37% - ressort à 1,3% en glissement annuel sur les trois premiers mois de 2017 ; un niveau bien en deçà de ce qui a pu être observé au cours du dernier trimestre 2016 (+1,8%) et de l'ensemble de l'année 2016 (+1,6%).

Reste cependant à se demander si cette évolution va se perpétuer au cours des mois et trimestres prochains. Les conjoncturistes, du HCP notamment, estiment que l'inflation en 2017 devrait se situer à peu près au même niveau qu'en 2016, soit 1,7%. Cette estimation se fonde, en particulier, sur l'anticipation d'une poursuite de la modération des prix agricoles. Toutefois, avec l'augmentation, même modérée pour l'instant, du prix du

pétrole, il n'est pas exclu que l'inflation atteigne au moins 2% au terme de l'exercice, sachant que la hausse du prix du pétrole à l'international, dans un contexte de marché intérieur désormais libéralisé, sera répercutée sur les prix domestiques, notamment ceux du transport.

Malgré tout, la consommation des ménages ne devrait pas trop en pâtir. Le HCP prévoit qu'elle augmentera de 3,2% sur l'ensemble de l'année 2017, contre 2,7% en 2016. Cette évolution serait favorisée à la fois par les résultats de la campagne agricole, comme déjà indiqué, mais aussi par l'amélioration attendue des revenus, consécutivement à la consolidation de la croissance non agricole, estimée à 2,4% contre 2,2% en 2016.

Plusieurs facteurs derrière le ralentissement de la consommation

Observons toutefois que malgré la baisse des taux d'intérêt débiteurs, d'un côté, et l'augmentation de l'emploi rémunéré (et le recul concomitant de l'emploi non rémunéré), le rythme de progression de la consommation est encore loin du niveau qui était le sien jusqu'en 2012. Entre 2008 et 2012, en effet, la croissance de la consommation des ménages a été en moyenne de 4,6% par an. Depuis, elle se situe à moins de 3% par an en moyenne. Ce repli affecte évidemment la croissance économique, dont la consommation est une des variables les plus importantes. Pour donner la mesure de l'importance de la consommation des ménages, rappelons seulement que sa part dans le PIB est proche de 60%.

Tout se passe comme si le niveau de hausse de la consommation des ménages est peu ou prou corrélé à la donne agricole davantage

qu'au comportement des activités non agricoles. Faut-il y voir l'impact du phénomène de l'autoconsommation, assez répandu en milieu rural et particulièrement dynamique en période de bonnes récoltes ? C'est un fait que dans le milieu rural, le salariat est faible (24% de la population active occupée, contre 65% en milieu urbain et 45% au niveau national) et que, par conséquent, l'essentiel des revenus est constitué des produits de la terre et de l'élevage ainsi que, pour certains, des envois des MRE.

Toutefois, ce biais rural de l'explication semble partiel. Il ne couvre pas le large spectre des causes qui seraient à l'origine du ralentissement, ces dernières années, du rythme de croissance de la consommation. Le démantèlement d'une partie des subventions, non compensées, pour l'instant, par des aides directes (si l'on excepte le cas des veuves), la réforme de la TVA engagée depuis 2005 toujours dans le sens de la suppression des exonérations ou de la hausse des taux bas, et, last but not least, la faiblesse des salaires distribués, du moins tel que cela apparaît sur les tablettes de la CNSS, seraient autant de facteurs qui, d'une manière ou d'une autre, ont impacté la consommation des ménages. Bien sûr, là encore il y a une explication : à un moment donné, soit 2012, année où les déficits interne et externe avaient atteint leur plus haut niveau, les pouvoirs publics se trouvaient contraints de tempérer la croissance de la demande intérieure (consommation et investissement), dans le but précisément de corriger progressivement les déséquilibres macroéconomiques. C'était en quelque sorte... le prix à payer pour éviter un emballement de la dette publique. Cet objectif, on peut dire maintenant qu'il est à peu près réalisé. On peut même ajouter que, s'agissant de l'équilibre externe, il devrait être encore davantage renforcé, grâce à la flexibilité du régime de change qui sera bientôt mis en place.

Mais si la régulation de la demande intérieure, et spécifiquement de la consommation, par la variable monétaire paraît inévitable dans le contexte d'une économie ouverte comme celle du Maroc, cela impliquerait-il que la politique budgétaire s'inscrive dans la même logique ? A priori oui, car un volontarisme budgétaire en faveur des ménages, via une baisse de la fiscalité sur le travail, par exemple, déboucherait sur un surcroît de demande dont une partie ne sera satisfaite que par les importations. La réalité est certainement beaucoup plus complexe que ne le suggère ce schéma théorique. Même si une partie de la consommation, et plus généralement de la demande intérieure, est effectivement satisfaite par les importations, il reste tout de même l'autre partie, la plus importante (plus de 60%), qui, elle, dépend de l'offre domestique. Et

celle-ci mérite assurément d'être soutenue et renforcée : c'est bon pour les entreprises qui produisent ces biens et services, et c'est également une bonne chose pour les ménages qui les consomment, car ce sont, bien souvent, des ménages modestes.

Le rythme de progression des exportations est encore faible

Tout le problème est de savoir comment articuler tout cela pour, à la sortie, produire un modèle qui redonne de la vigueur à la consommation des ménages, sans trop abîmer les équilibres internes et externes. A priori,

cela ressemble aux Douze Travaux d'Hercule, tant il est vrai que rares sont les pays qui y sont parvenus ; y compris parmi ceux dont la monnaie est une devise internationale. Pour ne parler que d'un pays que nous connaissons le mieux, la France, sa croissance est tirée principalement, voire exclusivement certaines années, par la demande intérieure, en particulier la consommation, ce qui, dans le contexte de la mondialisation, engendre des déficits commerciaux élevés. La Chine, a contrario, a longtemps bâti sa croissance sur les exportations, mais cela s'est fait au

détriment de la demande intérieure, et surtout de la consommation des ménages. Cela est en train de changer. Le Maroc, lui, tente d'équilibrer le poids de la demande intérieure par la promotion des exportations. Pour un pays dont la devise n'est pas une monnaie d'échange internationale, c'est un choix qui s'impose. Sauf que, jusque-là, malgré l'amélioration des exportations, c'est surtout grâce à la baisse des prix de certains produits importés et au fléchissement de la demande intérieure que l'équilibre est obtenu. Un casse-tête que tout cela ! ■

S.A.